

# Les trois dangers qui guettent la transition

Certes le changement intervenu le 03 Août dernier était ce qu'il y avait de mieux pour la Mauritanie. Ce jour-là en effet, le pays était une marmite qui bouillonnait tellement qu'elle menaçait d'exploser à tout moment : à notre visage à tous, si on n'en soulevait pas le couvercle ; et l'action menée par le Colonel Ely Ould Mohamed Vall et ses pairs était exactement ce qu'il fallait pour dégaier, sans brutalité inutile, l'excédent de vapeur brûlante qui y regaieit.

Certes, le programme annoncé par les nouveaux maîtres à bord et les engagements pris par eux ont permis que le ouf de soulagement que tout le monde a poussé alors perdue et se mue même en espérance et en confiance en l'avenir. D'ailleurs, le soin avec lequel le CMJD concrétise chaque jour ce programme et ces engagements est un motif de satisfaction supplémentaire et, si on accepte de passer sur quelques maladroites verbales ou formelles du reste tolérables en ce genre de circonstances, les nouvelles autorités peuvent être créditées, jusqu'à présent, d'un sans faute honorable.

Certes, l'organisation récemment des journées de concertation nationales, l'adoption des documents qui en ont émané et l'annonce d'un calendrier électoral écourtant la durée de la transition nous rapprochent davantage et fort opportunément de l'objectif visé.

Devons-nous cependant continuer à nous congratuler, grisés par la facilité avec laquelle cette transition semble avancer vers l'issue heureuse ? Avons-nous le loisir de nous complaire dans une autosatisfaction même méritée, oubliant le proverbe mauritanien qui dit : " La nuit où tu te sens confiant est celle-là même où tu dois observer la plus grande vigilance " ? Je pense, comme certainement bien d'autres observateurs nationaux et étrangers, que non ! Et c'est la raison d'être du présent article qui, je l'espère, sera lu comme une contribution à la réussite d'une transition qui sorte notre fragile patrie de la zone de perturbation où elle se trouve depuis quelque temps ; un plaidoyer en faveur d'une démocratisation apaisée.

Sans vouloir attédir l'enthousiasme que les constats précédents suscitent chez chacun d'entre nous ni douter, en aucune façon, des succès du CMJD et du gouvernement, il importe de garder à l'esprit que le plus difficile de la transition est à venir. L'expérience a largement prouvé ailleurs que c'est généralement à l'épreuve des élections que les processus démocratiques révèlent leurs faiblesses et donc les motifs de leurs dérapages. Le nôtre qui entre justement dans cette phase, ne fait pas exception. Par conséquent, il y a lieu que nous observions une vigilance à la hauteur de l'enjeu majeur que constituent les prochains scrutins. C'est en tout cas la conviction qui est la mienne et celle sans doute de beaucoup de compatriotes soucieux de voir la Mauritanie négocier avec succès le virage délicat qu'elle amorce et renouer avec la légalité constitutionnelle et la stabilité politique. Les autorités du pays sur lesquelles repose, en grande partie, la responsabilité de nous conduire vers

les prochaines élections, doivent prendre conscience que trois dangers guettent, aujourd'hui, notre processus démocratique, dangers qu'il est impératif d'écarter, pour que survive la Mauritanie aux secousses des changements s'annonçant.

Le premier de ces dangers est celui l'inobservance de l'impartialité dans le jeu politique promise par le pouvoir actuel : la CMJD, le gouvernement et, bien entendu, l'administration. Les engagements pris par le Conseil militaire et les textes qu'il a adoptés à ce sujet sont certes sans équivoque, mais les intentions et les lois n'ont jamais véritablement mis à l'abri d'un abus, collectif ou solitaire, surtout en Mauritanie : Une instrumentalisation de l'appareil judiciaire, toujours gangrené malheureusement, un noyautage de l'administration et des cercles gouvernementaux ou même de la CENI, une falsification du fichier électoral... n'ont pas encore été rendus peu probables et rien ne pourra être fait, d'ici quelques mois, pour ce faire. C'est pourquoi chaque décision d'un juge, d'un Hakem ou d'un Wali, chaque mesure du gouvernement et même d'un seul ministre, peut influencer sur les règles du jeu ou tout au moins être perçue comme pouvant le faire. A ce propos, le silence des autorités sur les rumeurs de parrainage par une partie du CMJD et du gouvernement de certains candidats déjà déclarés (à la présidence du pays, ou à celle de l'ex-parti au pouvoir) peut, à lui seul, être interprété comme un parti pris d'immixtion dans le jeu politique. Il faussera, s'il n'y est mis fin dès maintenant, le rapport de force et ouvrira bien des brèches dans la crédibilité nationale et internationale du processus électoral prochain. Le CMJD et le gouvernement ont donc le devoir de préserver le rôle noble et nécessaire qu'ils se sont assigné et donner, à chaque occasion, des gages d'une impartialité indéniable. La tâche est certes très difficile dans un contexte aussi suspicieux que le nôtre, mais elle n'est pas impossible.

Pour que survive la Mauritanie, les élections prochaines doivent se dérouler dans un climat de démocratie et de liberté, sinon nous nous retrouverons, comme en 1991, avec un pouvoir choisi par l'armée au pouvoir et non par le peuple souverain. Et nous n'aurons pas avancé d'un pouce car, l'expérience l'a montré amplement, un tel pouvoir ne peut en aucun cas incarner la volonté populaire!

La théorie selon laquelle le choix des mauritaniens doit nécessairement être guidé vers une alternance politique donnée comme synonyme d'une accession de l'ex-opposition au pouvoir est démocratique et, ma foi, porteuse des germes d'une dictature à perpétuité. Le peuple mauritanien doit pouvoir, enfin, choisir ses dirigeants en fonction de sa propre vision : de son niveau de conscience politique ; de l'idée qu'il se fait de son destin et non se voir forcé, comme auparavant, à entériner un choix qui lui a été fait par une partie de son élite, au nom d'un droit de régence autoproclamé. Si les mauritaniens décident de confier leur destinée à l'ex-majorité parlementaire, tant mieux. S'ils portent l'ex-

● PAR IDOUMOU OULD MOHAMED  
LEMINÉ,  
PROFESSEUR D'UNIVERSITÉ

opposition au pouvoir, tant mieux. S'ils optent pour une troisième voie, tant mieux aussi. L'essentiel est que ce peuple puisse avoir le gouvernement qu'il mérite. En toute liberté ! Avons-nous oublié d'ailleurs que l'esprit des élections est, justement, de faire parler la voix du peuple souverain ? Avons-nous oublié que face à cette voix tonnante ; suprême, celle des élites, fussent-elles éclairées, ne pèse pas un iota ?

L'enjeu des élections prochaines n'est pas tant la nature du pouvoir qui en sortira que la transparence des opérations de vote elles-mêmes. Le CMJD a promis et n'a pas le droit de se déjuger : ces votations doivent consacrer le choix libre et souverain du peuple mauritanien !

Le deuxième danger qui guette le processus démocratique en cours est celui de l'exacerbation du régionalisme. Plus encore que le tribalisme et l'ethnisme qui portent en eux les germes de leur autodestruction, le régionalisme est la menace majeure de la phase actuelle de notre parcours. En effet, non seulement il recouvre une configuration géographique et une réalité historique qui le maintiennent vivace malgré près d'un demi-siècle d'Etat centralisé, mais il peut s'appuyer, désormais, sur des considérations et des enjeux économiques qui le justifient aux yeux de certains esprits tordus !

Ce danger, dont certains d'entre nous tentent malheureusement de minimiser l'ampleur, est pourtant visible à bien des niveaux de la vie nationale et audible dans certains discours publics et privés. Il est impératif de le prendre au sérieux et de conjurer, dès à présent, les risques qu'il fait peser sur une transition où les acteurs (les partis, les ambitions présidentielles etc.) sont pris d'un appétit de pouvoir aveugle alors que les populations, habituées à suivre leur instinct légitimiste, sont sensées être en manque du tutorat sultanique par rapport auquel elles exprimaient auparavant leur volonté politique.

D'ores et déjà, aucune région du pays (ni ensemble régional) ne doit se sentir exclue ou, au contraire, plus impliquée que les autres dans les instances et les activités du processus de transition. De même, aucun candidat ou groupe de candidats ne doit être perçu comme étant celui d'une région ou d'un ensemble régional ! Comment faire donc pour combattre le climat de suspicion provincialiste dont on sent la pression ici et là ? Commençons déjà par éviter, autant que faire se peut, de mettre de l'eau au moulin de ceux qui, dans le secret de leurs visées machiavéliques ou la naïveté de leur imprudence verbale et réunionniste, cherchent à entraîner notre pays dans le tourbillon dévastateur de la confrontation régionaliste.

Pour que survive la Mauritanie, les prochaines échéances électorales doivent consacrer l'émergence d'un pouvoir véritablement national, non la victoire du candidat de telle ou telle

région.

Le troisième danger contre lequel il nous faut dès maintenant nous prémunir, c'est celui de l'ingérence extérieure dans nos élections. Il est certes ingénu de croire que les transformations profondes que connaît notre pays aussi bien sur le plan politique qu'économique peuvent laisser indifférents nos partenaires étrangers, à commencer par nos voisins immédiats. Mais il est suicidaire aussi de penser qu'il nous est maintenant donné de prendre certains risques diplomatiques et géostratégiques pouvant compromettre nos relations avec tel ou tel pays et/ou nous engager dans le jeu des influences dans la région ouest et nord africaine ou arabe, encore moins dans les tiraillements des grandes puissances. " Pour vivre heureux, vivons cachés " dit un certain adage. La Mauritanie n'a jamais été plus tranquille qu'en se tenant à équidistance des forces contradictoires et en s'éloignant des terrains où s'affrontent les intérêts stratégiques de ses voisins immédiats et/ou des grandes puissances avec qui elle doit entrettenir, en permanence, des relations intelligemment excellentes et réciproquement profitables. Aussi, devons-nous absolument éviter que la compétition électorale importe, dans notre maison Mauritanie, les contradictions de notre environnement régional et sous-régional perturbé par endroits. Si demain nos candidats à la présidence se laissent entraîner à être ceux de tel ou tel pays voisin (ou partenaire), la Mauritanie est perdue, car elle se transformera en arène où s'affrontent des adversaires dont l'ambition sera de gagner à tout prix, fût-ce en secageant irrémédiablement le champ de batailles !

Pour que survive notre pays, les autorités actuelles et ceux qui ambitionnent de les remplacer dans quelques mois, doivent aux mauritaniens de s'abstenir de mêler les autres à nos contradictions et d'avoir un credo commun : Pas d'ingérence étrangère dans nos élections futures !

Les trois dangers cités là-haut ne sont pas les seuls qui pèsent sur notre processus électoral, mais ils sont incontestablement d'une telle gravité qu'il devient urgent d'y penser. Pour que survive la Mauritanie aux secousses d'un processus électoral dont tous les paramètres prédisent que l'histoire de notre chère Mauritanie y basculera dans le bon ou (à Allah ne plaise) dans le mauvais sens.